

Le 21 avril 1997

CONTRAINTES DE L'AGRICULTURE SENEGALAISE

1. INTRODUCTION

L'objet du présent document est de décrire les problèmes auxquels le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles est confronté afin de stimuler des discussions sur le sujet. Le document a été rédigé par des consultants qui aident l'USAID à préparer une Analyse du Secteur Agricole sénégalais. Il est divisé en trois sections. La première décrit les problèmes de la dégradation des ressources naturelles du fait de la forte pression exercée sur elles par une démographie croissante. La seconde met en relief le problème du manque de cohérence entre la politique macro-économique et la politique du secteur agricole. La troisième décrit une série de problèmes de production et de commercialisation aux niveaux des filières et des exploitations.

2. RESSOURCES NATURELLES ET POPULATION

Le Sénégal n'est pas bien pourvu en ressources naturelles nécessaires pour une solide agriculture. L'on estime à 19% seulement les superficies propres à l'agriculture, dont une bonne partie souffre de stress de surexploitation qui entraîne érosion et perte de fertilité. L'eau est aussi rare. La pluviométrie est en baisse depuis les années 1960 et entraîne une réduction des superficies cultivables, la baisse des nappes phréatiques, la diminution de l'écoulement des fleuves, la dégradation de la végétation naturelle et l'acidification des sols. Les disponibilités d'eau de pluie peuvent être complétées par l'utilisation des eaux souterraines dans certaines zones. Mais là aussi il y a des problèmes: (a) la connaissance des capacités des nappes est insuffisante; (b) certaines nappes sont surexploitées; (c) les nappes existantes ont de faibles capacités de recharge; et (d) la teneur excessive en minéraux de certaines nappes rendent celles-ci impropres à l'agriculture.

Le problème de la pauvreté des ressources existantes est aggravé par une démographie persistante qui accentue le stress des sols et, par conséquent, leur dégradation. De plus, l'exode rural (surtout des jeunes) aggrave encore les tendances démographiques. Le pays qui comptait 6,9 millions d'habitants en 1988 devrait, selon les prévisions, en compter 10,5 millions en l'an 2000 et 14,7 millions en l'an 2010. La conjugaison d'une base de ressources naturelles pauvre et en

dégradation avec une démographie croissante, constitue le problème le plus important de l'agriculture sénégalaise. Elle se situe aussi au coeur du débat en cours sur les stratégies d'autosuffisance alimentaire par rapport à celles de sécurité alimentaire.

3. POLITIQUE MACRO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE AGRICOLE

Avant 1994, la situation macro-économique causait des distortions dans le secteur agricole. Certains facteurs de distortion étaient:

1. une monnaie fortement surévaluée par rapport aux autres monnaies en dehors de la zone CFA;
2. un régime d'échanges internationaux truffé de barrières non tarifaires telles que les monopoles d'importation et d'exportation, les restrictions quantitatives sous forme d'autorisations préalables à l'importation, et les contrôles sur les prix;
3. un régime de commerce intérieur encore plus restrictif à cause des contrôles sur les prix, les nombreux monopoles et monopsones et une pléthore de sociétés parapubliques non performantes, non transparentes et nécessitant de fréquentes injections de subventions pour survivre;
4. un secteur privé qui n'avait pas la confiance de l'Etat et était confronté à de nombreux changements de politiques gouvernementales qui rendaient toute planification extrêmement difficile;
5. des institutions gouvernementales de politique, planification et exécution dotées d'une pléthore de personnel et des budgets insuffisants, et qui étaient généralement orientées vers le contrôle et non les services;
6. un programme d'investissement public dans le secteur agricole incohérent du point de vue politique et programmatique et qui dépendait presque totalement des bailleurs de fonds pour son financement.

A partir de 1994, le gouvernement, avec le soutien de la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds, a accéléré une importante restructuration de l'économie et du secteur agricole. Cette restructuration comprend:

1. la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 pour promouvoir les exportations du secteur primaire et encourager les substitutions aux importations;

2. une importante révision du régime d'échanges internationaux, particulièrement celui concernant le secteur agricole par la libéralisation du commerce extérieur des produits agricoles encore sous contrôle gouvernemental, notamment:
 - la suppression de toutes les autorisations préalables à l'importation du riz, des huiles végétales, des semences d'arachide d'huilerie, du sucre et de la farine de blé; et
 - la détermination de tarifs de protection appropriés pour ces produits agricoles clés et, dans le cas du coton et des arachides, la liaison des prix intérieurs au producteur aux prix mondiaux.
3. la libéralisation de la commercialisation et des prix de l'ensemble des produits agricoles;
4. la privatisation de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles dans les filières encore dominées par les sociétés d'intervention, notamment l'arachide et le riz;
5. la conduite d'une réforme structurelle du ministère de l'agriculture et d'autres institutions agricoles connexes;
6. la création du GRS pour conduire des études, préparer un cadre politique et programmatique cohérent d'investissement dans le secteur agricole, et préparer un programme triennal glissant pour le secteur agricole;
7. le gouvernement s'est récemment lancé dans une nouvelle politique de décentralisation/régionalisation.

De nombreux résultats positifs ont suivi. Le taux de croissance du PIB a été proche ou supérieur à 5% au cours des deux années passées et la stabilité des prix a été rétablie après l'inflation post-dévaluation dont on s'attendait en 1994. Dans l'agriculture, certains changements espérés dans les prix relatifs ne se sont pas produits. Le riz importé reste plus attractif pour les consommateurs que les autres céréales locales. D'autre part, la réponse en termes de production de cultures de rente n'a pas été à la hauteur des attentes. Cependant, les importations de viande, d'oignons et de pommes de terre d'Europe ont baissé. Mais il ne faut pas oublier que la plupart des réformes viennent juste d'être introduites ou sont encore en phase de planification et leur impact est en cours de réalisation seulement.

4. PRODUCTION ET COMMERCIALISATION AGRICOLES

Au cours des récentes années il y a eu des changements dans: (a) la disponibilité et l'accessibilité des intrants agricoles; (b) les techniques de production; et (c) la commercialisation des produits agricoles. Certains changements sont décrits ci-dessous.

Il y a un certain nombre d'insuffisances en matière d'intrants agricoles, qui limitent la production agricole, notamment par rapport : (a) aux terres; (b) au crédit; (c) aux semences; (d) aux engrais, fongicides et pesticides; et (e) à l'équipement.

La quantité et la qualité des terres agricoles se dégradent dans le temps. Cette dégradation, combinée avec la croissance démographique, entraîne une réduction des superficies per capita disponibles pour l'agriculture. Ceci entraîne à son tour une réduction des terres en jachère de même qu'une réduction de la qualité des sols. Enfin, le besoin de vendre ou d'utiliser la paille d'arachide et les tiges de mil pour les besoins du bétail au lieu de les enfouir dans le sol comme matières organiques, entraîne aussi une autre perte de fertilité.

Dans le passé les sociétés d'intervention fournissaient des crédits à court terme pour les cultures de rente. Avec leur désengagement de cette activité, le manque de crédit devint une contrainte de plus en plus importante. L'activité crédit ne semble pas avoir été reprise par les fournisseurs d'intrants ou les acheteurs de produits agricoles, à cause en partie des faibles taux de remboursement. Parmi les conséquences du manque de crédit il y a : (a) une réduction de l'achat d'autres intrants tels que les semences, engrais, fongicides et pesticides; et (b) l'absence de crédit à moyen terme qui affecte négativement l'acquisition de nouvel équipement agricole. En résumé, le manque de crédit entraîne une baisse de l'achat d'intrants qui ensuite entraîne une réduction de la production agricole. Par ailleurs, le manque de demande de semences, d'engrais, etc., fait que les commerçants n'ont plus intérêt à stocker ces produits, ce qui réduit encore leur disponibilité et augmente leurs prix. D'autres facteurs ont aussi affecté négativement la disponibilité économique de semences, d'engrais, de fongicides et de pesticides, sans parler de l'augmentation des prix des intrants importés suite à la dévaluation.

Les techniques de production ont quelque peu changé suite aux changements de politiques, les modifications pluviométriques et les changements dans les prix relatifs des intrants et extrants. Par exemple, les semis tardifs d'arachides ont eu un impact important sur les rendements. Certaines raisons invoquées comprennent: (a) le retard dans la distribution des semences; (b) l'absence de stocks de semences de bonne qualité au niveau des paysans; (c) la réduction des risques posés par les pluies tardives ou les sécheresses précoces en semant tardivement; (d) le manque de semoirs et de houes rotatives, qui pousse à la production vivrière plutôt qu'aux cultures de rente. D'autre

part, les intrants importés tels que les engrais et l'équipement ont vu leurs prix augmenter plus que les prix au producteur, et entraîné une baisse de leur utilisation.

La commercialisation est aussi en train de subir d'importants changements qui affectent aussi la production et le volume des surplus disponibles pour les ventes hors champs. Par exemple, la diminution des circuits de distribution de l'engrais et des points de collecte a eu un impact négatif réel sur la production arachidière.

Un autre aspect important pour améliorer la performance agricole est l'amélioration des liens entre la recherche agricole et les services de développement agricole. Ceci permettra le développement de technologies culturelles appropriées pour les besoins des agriculteurs.

Une dernière contrainte à l'agriculture est le manque de données fiables. Il y a des disparités significatives dans les données sur la production, les rendements et les superficies cultivées. De même, les informations sur les ressources naturelles, quoique relativement abondantes, restent trop mal organisées et gérées pour refléter correctement la situation des ressources naturelles. Ce manque de données fiables amène souvent les analystes à faire des conclusions et recommandations erronées. Le fait d'élaborer des politiques sans avoir des données fiables peut mener à des résultats catastrophiques. Il y a lieu d'exécuter le recensement agricole prévu qui fournira un cadre plus fiable pour la collecte et l'analyse des données. Le CSE et le CONSERE (après achèvement du PNAE) peuvent aussi jouer des rôles importants dans l'amélioration de l'élaboration de nouvelles politiques et du suivi de celles-ci.